

Introduction

Madame et messieurs les commissaires du BAPE, je vous présente un mémoire personnel. Il n'engage que ma personne dans une société qui se dit démocratique.

J'ajoute donc mon grain personnel à la mosaïque.

J'ai suivi encore une fois avec une grande assiduité la première partie des audiences de ce BAPE.

Je m'y rendais un peu de reculons car je savais que le comité directeur qui avait commandé les études de l'ÉES avait une composition qui annonçait déjà les conclusions. De plus, comme il n'y avait pas d'autres prémisses à ces audiences, je voyais mal l'objectivité de la démarche.

En effet, le fait que le comité directeur comprenait deux représentants de l'industrie et aucun représentant des citoyens donnait le ton. Les gens de l'industrie ne pouvaient qu'orienter les recherches selon leurs besoins, à savoir de connaître des données scientifiques et sociales nécessaires au développement de l'industrie au Québec. Curieusement, je n'ai vu que rarement des représentants de l'industrie assister aux audiences. Serait-ce parce qu'ils savaient déjà le contenu de vos conclusions et n'avaient pas à vous poser de questions?

Depuis quatre ans maintenant, que je me renseigne sur cette industrie et que je suis un des leaders qui combat cette industrie, je n'avais pas encore vu une si grande concentration d'études et de recommandations qui visent à donner des moyens de mitigation à l'industrie. En tant que payeur de taxes je suis outré de voir que mon argent a servi à donner des outils à l'industrie pour s'implanter.

Alors que cette ÉES aurait dû tenter de faire le point sur la nécessité de développer ou non cette industrie sur notre territoire, la très grande majorité des études ont plutôt porté sur les moyens d'atténuer les inconvénients et les dangers de l'industrie des gaz de schiste.

Parce qu'il y en a des dangers! Et ils sont nombreux! Pourquoi ne pas avoir mis en lumière ceux-ci plutôt que d'essayer de les camoufler sous des études ayant des objectifs douteux. Sous prétexte d'acquisition de connaissances scientifiques, nous avons payés, nous les contribuables, pour des études qui auraient dû être le fait de l'industrie. En effet, pourquoi serait-ce à moi de payer pour qu'un producteur démontre que ses activités ne nuisent pas à mon environnement?

C'est le monde à l'envers.

Mon opinion.

Tout au long de la première partie des audiences, nous avons été muselés en ce qui concerne l'expression de nos opinions. Pourtant, plusieurs réponses des intervenants relevaient souvent de l'ordre de l'opinion, ce qui a contribué à donner l'illusion que la conclusion de votre démarche était déjà écrite. Les citoyens devaient écouter impuissants des opinions émises par des chercheurs qui avaient reçu des mandats très dirigés vers des cibles précises. Je sais que les procédures de fonctionnement des audiences du BAPE ne relèvent pas de vous. Mais cette façon de procéder est très frustrante pour les citoyens qui se déplacent pour pouvoir poser des questions. D'ailleurs, vous avez pu constater que la participation n'était pas très grande pour une question qui porte à conséquence pour des générations et des générations.

Parce que c'est ce dont il s'agit ici! Il ne s'agit pas de savoir si cette technologie peut se mettre en place pour développer le Québec de façon durable selon les principes du développement durable. Il s'agit plutôt de démontrer que ces industriels feront de notre territoire un gigantesque gruyère pour s'en mettre plein les poches alors que nous n'avons même pas besoin de cette forme d'énergie; que la technique pourrait être acceptable si...on mettait des silencieux directionnels aux camions par exemple; que l'on pourrait empêcher toute pollution en mettant en place des normes et des règles très strictes; que l'édiction de règles nous met à l'abri de tout accident; que lorsqu'on identifie bien les dangers, on se met automatiquement à l'abri sous des règles les plus sévères au monde; qu'on minimise l'effet d'un acide en le diluant; etc. Actuellement, les besoins en gaz sont minimes au Québec. D'ailleurs, il est curieux de constater qu'aucun groupe de citoyens ou d'industriels n'aient fait la demande de développer cette industrie. C'est bien plus l'industrie qui veut s'implanter. Nos besoins en énergies ne sont pas là! Nous sommes en surplus d'énergie électrique au Québec, pourquoi ajouter une autre forme d'énergie? Pour affaiblir d'avantage la performance d'Hydro Québec?

Il m'a semblé que lors de la première partie des audiences il n'a été question que de technique, d'argent, de rentabilité, de moyens de mitigation, d'atténuation, de durée de l'industrie. Il n'a pas souvent été question d'humains. Peu d'études sur la population qui subit cette industrie. En proximité ou en éloignement. Il aurait été intéressant qu'on se penche et que l'on documente davantage les effets sur les êtres humains. Après tout, n'est-ce pas pour le bénéfice des humains que nous voulons développer l'industrie? On a essayé de nous démontrer la non toxicité des produits sur la santé en ayant à la base une liste de produits utilisés très contestable tant au niveau du nombre de produits utilisés que de la nature de ces produits. Aucune étude sociologique sur les effets pervers sur la communauté : le choc des cultures entre les résidents et les travailleurs étrangers à la région, le démantèlement des familles des travailleurs, l'augmentation des cas de violences conjugales, de prostitution, de suicide, de consommation de drogue, de faillites personnelles, de dévaluation de la valeur des propriétés ce qui entraîne de l'appauvrissement, etc. Mais non, on ne peut que difficilement chiffrer ces données, donc on

n'en tient pas compte. Pourtant, ces problèmes sociaux sont bien réels, je les ai vus en Pennsylvanie, et dans une moindre mesure ils se manifestent déjà à Gaspé actuellement.

En tant que biologiste et écologiste, j'essaie toujours d'avoir une vision globale d'une problématique. Ce que je vois au Canada actuellement est un seul et immense projet de développement des sables bitumineux de l'Alberta. Je ne ferai pas d'analyse politique, mais il est évident que le gouvernement fédéral actuel a la ferme intention de développer ce secteur de notre économie en faisant totalement abstraction des alertes des scientifiques du GIEC.

Ce développement à l'ouest du pays a un effet direct sur la demande de gaz. Nos importations québécoises sont donc en péril. Il faut développer le secteur des gaz de schiste au Québec afin de pouvoir continuer à desservir nos clients avec lesquels nous faisons des profits incroyables, tels que les redevances que nous en tirons (quel étude de l'ÉES déjà nous exposait ces faits? Aucune). Au lieu de développer de nouveaux secteurs énergétiques vraiment durables et non polluants, développons le gaz de schiste en mettant en place des moyens de mitigations et des règlements qui donneront confiance à la population. Comme si la limite de vitesse à 100 Km/h sur nos autoroutes garantit que personne ne dépassera cette vitesse!

Nous avons déjà eu dans le passé des politiciens qui ont su prendre des décisions qui ont encore aujourd'hui des répercussions très positives. Ce fut le cas du développement de l'hydroélectricité. Aujourd'hui, nous sommes une des populations mondiales industrialisées avec le plus faible taux d'émission de GES, et c'est une conséquence directe des décisions politiques prises dans les années soixante. Est-ce important? Capital! Dans un monde qui devient de plus en plus petit et rapproché, nous ne pouvons plus prétendre que ce que nous faisons chez-nous ne regarde que nous. Nous nous devons de continuer à développer une vision plus globale de notre planète. Actuellement, nous sommes à la croisée de deux mondes. Celui qui veut continuer à avancer vers le mur qui devient de plus en plus évident, et celui qui veut opérer une transition, un changement de cap vers un monde où la pérennité de notre planète et de la race humaine est la valeur la plus soutenue.

Conclusion

Je crois sincèrement que ce gaz, et ce pétrole ailleurs dans la province, devraient demeurer sous terre. Pour de nombreuses raisons : économiques, sociales, éthiques, environnementales et humaines. Je m'engage dans cette cause d'abord pour mes enfants et mes petits-enfants. Je suis convaincu que notre civilisation est menacée par nos façons de vivre actuellement. Si nous ne faisons pas un virage drastique et rapidement, nous en paierons le prix collectivement très bientôt : 10 ans, 15, 20 ans peut-être, mais certainement!

Il est de votre responsabilité envers l'avenir de nos enfants à tous que vous, les commissaires, ajoutiez aux études qui nous ont été déposés une dimension humaine. Que vous ayez la droiture humaine suffisante pour ne pas oublier que nous sommes tous dans le même bain sur cette planète, et que la conclusion que vous allez retenir de votre mandat aura des répercussions à long terme sur notre avenir à tous.

Merci d'avoir entendu mon opinion. L'écouteriez-vous maintenant?

Jacques Tétreault, citoyen.